

## **Bourse Direct**

Exercice clos le 31 décembre 2022

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**FIDORG AUDIT**  
62, rue de la Chaussée d'Antin  
75009 Paris  
S.A.S. au capital de € 124 000  
339 713 869 R.C.S. Caen

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Normandie

**ERNST & YOUNG Audit**  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

## Bourse Direct

Exercice clos le 31 décembre 2022

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Bourse Direct,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bourse Direct relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## ■ Evaluation des écarts d'acquisition

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les écarts d'acquisition bruts au 31 décembre 2022 s'élèvent à M€ 21.</p> <p>Votre groupe teste semestriellement les écarts d'acquisition pour identifier d'éventuelles pertes de valeur. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur l'unité génératrice de trésorerie à laquelle les écarts d'acquisition sont affectés. La méthodologie et les hypothèses utilisées pour réaliser ces tests sont décrites en note 14.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'évaluation des écarts d'acquisition implique des jugements complexes de la part de la direction sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs.</p>	<p>Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables.</p> <p>Nous avons notamment réalisé les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ comparer les budgets et les hypothèses de croissance des périodes passées avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier le processus d'estimation réalisée sous le contrôle de la direction ;</li><li>▶ analyser la projection des flux de trésorerie utilisée par la direction, pour la réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition, et apprécier la cohérence des hypothèses sous-jacentes, d'une part, au regard des prévisions des flux de trésorerie et d'exploitation établies sous le contrôle de la direction, et présentée au conseil de surveillance pour le pôle Bourse en ligne ou entérinées lors de l'acquisition d'EXOE pour le pôle Intermédiation financière, et, d'autre part, au regard de l'environnement économique ;</li><li>▶ analyser la cohérence des agrégats constituant le taux d'actualisation établi par la direction de votre société avec des données de marché ;</li><li>▶ analyser la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques ;</li></ul>

- ▶ apprécié le caractère approprié des informations figurant dans l'annexe aux comptes consolidés sur les résultats de ces tests de dépréciation et le niveau de sensibilité aux différentes hypothèses.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président du directoire. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bourse Direct par votre assemblée générale du 12 février 2009 pour le cabinet FIDORG AUDIT et du 2 novembre 1999 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2022, le cabinet FIDORG AUDIT était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-quatrième année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **■ Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 19 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDORG AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Manuel Le Roux

Bernard Heller



**BOURSE DIRECT**

**COMPTES CONSOLIDES  
AU 31 DECEMBRE 2022**



## BOURSE DIRECT

### Situation financière

#### ACTIF

(En milliers d'euros)	Note	31.12.2022	31.12.2021
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	4	5 004	5 108
Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres		0	0
Titres au coût amorti		0	0
Comptes de négociation et de règlement	5	5 707	15 215
Autres actifs financiers	6	66 687	107 377
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	7	1 178 423	1 088 863
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	8	24 180	35 159
Actifs d'impôts courants		1 104	272
Actifs d'impôts différés		499	575
Comptes de régularisation et actifs divers	9	11 569	66 962
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	11	519	631
Immobilisations corporelles	12	2 577	2 108
Actifs liés au droit d'utilisation	15	4 424	5 167
Immobilisations incorporelles	13	6 506	5 674
Ecarts d'acquisition	14	21 053	21 053
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 328 252</b>	<b>1 354 164</b>

## BOURSE DIRECT

### PASSIF

(En milliers d'euros)		31.12.2022	31.12.2021
<b>PASSIF</b>			
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat		0	0
Dettes représentées par un titre	6	5 535	8 005
Comptes de négociation et de règlement	5	15 845	14 139
Dettes envers les établissements de crédit	7	53 396	98 363
Dettes envers la clientèle	8	1 154 214	1 125 512
Dettes locatives	15	4 440	5 169
Passifs d'impôts courants		0	153
Passifs d'impôts différés		0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	10	23 950	33 050
Provisions	16	2 497	2 801
<b>TOTAL Passifs</b>		<b>1 259 877</b>	<b>1 287 192</b>
Capital souscrit		13 500	13 877
Primes d'émission		19 325	22 117
Actions propres		-1 314	-3 717
Ecarts de conversion		0	8
Réserves consolidées		36 089	33 964
<b>Total Capitaux Propres - Part du groupe</b>		<b>67 600</b>	<b>66 249</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>775</b>	<b>723</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	17	<b>68 375</b>	<b>66 972</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		<b>1 328 252</b>	<b>1 354 164</b>

**BOURSE DIRECT**  
**COMPTE DE RESULTAT**

<i>(En Millions d'Euros)</i>	<i>Note</i>	<b>2022</b>	<b>2021</b>
Intérêts et produits assimilés		6 186	3 560
Intérêts et charges assimilées		-422	-95
Commissions (produits)		39 578	40 459
Commissions (charges)		-5 804	-6 499
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-7	-6
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux		0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur au coût		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	19	2 692	2 434
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>18</b>	<b>42 223</b>	<b>39 853</b>
Charges générales d'exploitation	20	-31 436	-27 240
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		-2 912	-2 591
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>7 875</b>	<b>10 022</b>
Coût du risque	21	-51	-32
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>7 824</b>	<b>9 990</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-88	-89
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		21	0
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>		<b>7 757</b>	<b>9 901</b>
Impôts sur les bénéfices	22	-1 885	-2 737
<b>RESULTAT NET</b>		<b>5 872</b>	<b>7 164</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>187</b>	<b>0</b>
<b>Résultat net Part du groupe</b>		<b>5 685</b>	<b>7 164</b>
Résultat par action en Euros			
	<i>Résultat de base par action</i>	23	0,11
	<i>Résultat dilué par action</i>	23	0,11

**BOURSE DIRECT****ETAT DU RESULTAT GLOBAL**

en milliers d'euros	2022	2021
<b>Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat</b>	<b>5 872</b>	<b>7 164</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>		
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	332	-307
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>332</b>	<b>-307</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>		
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie -constatés dans la réserve de couverture -transférés au compte de résultat		
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente -constatés dans la réserve de réévaluation -transférés au compte de résultat		
Ecarts de conversion	-8	-7
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat		
Ecarts de réévaluation		
Autres éléments du résultat global des sociétés associées		
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>-8</b>	<b>-7</b>
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>	<b>324</b>	<b>-314</b>
<b>Résultat global</b>	<b>6 196</b>	<b>6 850</b>
Part du Groupe	6 009	6 850
Intérêts minoritaires	187	0

## BOURSE DIRECT

### TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er Janvier 2021</b>		56 257 188	14 064	23 002	-3 222	15	29 687	63 546	0	63 546
Résultat net de la période							7 164	7 164		7 164
Autres éléments du résultat global						-7	-307	-314		-314
<b>Résultat global de la période</b>		0	0	0	0	-7	6 857	6 850	0	6 850
Augmentation de capital	18	250 000	62	-62				0		0
Dividendes versés	18						-2 688	-2 688		-2 688
Variation d'actions propres	18	-1 000 800	-249	-823	-495			-1 567		-1 567
Incidence des variations de périmètre								0	723	723
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions								0		0
Autres variations							108	108		108
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2021</b>		55 506 388	13 877	22 117	-3 717	8	33 964	66 249	723	66 972

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er Janvier 2022</b>		55 506 388	13 877	22 117	-3 717	8	33 964	66 249	723	66 972
Résultat net de la période							5 685	5 685	187	5 872
Autres éléments du résultat global						-8	332	324		324
<b>Résultat global de la période</b>		0	0	0	0	-8	6 017	6 009	187	6 196
Augmentation de capital								0		0
Dividendes versés							-3 885	-3 885	-135	-4 020
Variation d'actions propres		-1 507 009	-377	-2 792	2 403			-766		-766
Incidence des variations de périmètre								0		0
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions								0		0
Autres variations							-7	-7		-7
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>		53 999 379	13 500	19 325	-1 314	0	36 089	67 600	775	68 375

**BOURSE DIRECT**

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

(En milliers d'euros)	<b>31.12.2022</b>	<b>31.12.2021</b>
<b>Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé</b>	7 757	9 901
Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 912	2 591
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-252	-248
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	88	89
Variation des impôts différés	0	0
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	7	6
Autres mouvements	0	0
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt</b>	<b>2 755</b>	<b>2 438</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-130 401	-104 252
Flux liés aux opérations avec la clientèle	39 577	155 216
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	49 434	-8 463
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	45 527	-52 650
Impôts versés	-1 892	-2 728
<b>= Diminution / (Augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>2 245</b>	<b>-12 877</b>
<b><u>TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u></b>	<b><u>12 757</u></b>	<b><u>-538</u></b>
Flux liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	104	-5 589
Flux liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 321	-1 955
<b><u>TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT(B)</u></b>	<b><u>-3 217</u></b>	<b><u>-7 544</u></b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-3 757	-2 688
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-765	-496
Autres flux nets de trésorerie provenant des dettes locatives	-892	-961
<b><u>TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT(C)</u></b>	<b><u>-5 414</u></b>	<b><u>-4 145</u></b>
<b>Effet des variations des taux de change (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b><u>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</u></b>	<b><u>4 127</u></b>	<b><u>-12 227</u></b>
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u>	39 040	51 267
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u>	43 166	39 040
<b><u>VARIATION NETTE DE TRESORERIE</u></b>	<b><u>4 126</u></b>	<b><u>-12 227</u></b>

## **BOURSE DIRECT S.A.**

### **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS** **LE 31 DECEMBRE 2022**

#### **Informations générales**

Bourse Direct est une société française anonyme, domiciliée à Paris au 374 rue Santin Honoré - 75001 Paris, Acteur incontournable de la bourse en ligne en France.

L'action Bourse Direct (codes : FR0000074254, BSD, Code RIC : BDRP.LN) est cotée depuis le 10 novembre 1999 au Nouveau Marché d'Euronext Paris et depuis février 2005 au compartiment C d'Euronext Paris et est éligible au PEA/PME.

Bourse Direct est détenue à hauteur de 77,35 % par E-Viel, elle-même détenue à 100 % par VIEL & Cie.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de Bourse Direct au 31 décembre 2022 par décision du 23 février 2023.

Pour rappel, en décembre 2021, Bourse a acquis une participation majoritaire de 80%\* dans la société Exoé exerçant en tant que table de négociation dédiée aux professionnels. A la suite de cette acquisition, la Société a été tenue d'établir des comptes consolidés au 31/12/2021.

(\* Après prise en compte de l'annulation des titres autodétenus)

#### **1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

##### **Référentiel comptable et Déclaration de conformité**

Les comptes consolidés de Bourse Direct sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation. Ils ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains instruments financiers réévalués à la juste valeur.

Les comptes consolidés de Bourse Direct sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers consolidés sont identiques sur l'ensemble des exercices considérés.

##### **Principales estimations et hypothèses comptables**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période sont les suivantes :

##### *Perte de valeur des écarts d'acquisition :*

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur l'unité génératrice de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 14.

### *Engagements envers le personnel*

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les rendements attendus des actifs des régimes, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 16.

### *Provisions pour litiges*

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Celles-ci ne sont par conséquent pas actualisées car leur valeur actuelle ne représenterait pas une information fiable. Des informations complémentaires sont données en note 16.

## **Principales méthodes comptables**

### **Périmètre de consolidation**

Les filiales dans lesquelles Bourse Direct exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, en droit ou en fait, sont consolidées par intégration globale.

Les entités dans lesquelles Bourse Direct exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 25.

### Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés dans lesquelles Bourse Direct détient, directement ou indirectement, le pouvoir sur la société via la détention de droits de vote ou d'autres droits, est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et si Bourse Direct peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

### Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

### Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles Bourse Direct exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque Bourse Direct détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

### **Regroupements d'entreprises**

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des



instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat. Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan en note 14 et sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou du groupe d'UGT auxquels ils sont rattachés conformément à la norme IAS 36.

Un test de dépréciation est effectué à chaque arrêté semestriel sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise sont évaluées initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

### **Elimination des opérations réciproques**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions significatifs intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

### **Traitement des devises étrangères**

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

### **Actifs financiers**

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui

correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les prêts et créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit et assimilés sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

### **Pertes de valeur des actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de bilan afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée respectivement à chaque date de bilan qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues semestriellement et reprises si nécessaire.

## Juste valeur

La juste valeur des actifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours acheteur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

## Actions propres

Au 31 décembre 2022, Bourse Direct détient 434 800 de ses propres titres dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, soit 0,81 % de son capital social. Ces titres sont affectés à l'objectif d'annulation.

Les actions propres ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

## Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

Les immobilisations incorporelles, valorisées à leur coût d'acquisition ou de production, sont amorties ou dépréciées selon les critères suivants :

- les amortissements des logiciels sont calculés selon la méthode linéaire sur 3 ans ;
- les marques ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développements technologiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 à 3 ans. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Les logiciels produits par la société sont immobilisés sur la base de leur prix de revient, déterminé à partir des temps passés et d'un coût horaire, et des factures reçues de prestataires externes, dès lors que le projet est identifié et fait l'objet d'un cahier des charges précis. L'amortissement de ces logiciels débute dès leur mise en service, et est effectué sur la durée d'utilisation prévue, n'excédant pas 3 ans.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés au coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une évaluation semestrielle de leur valeur d'utilité basée sur une méthode multicritères. Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Ces durées sont principalement les suivantes:

	Nombre d'années
Agencements, installations des constructions	3 à 10
Installations générales	5 à 10
Matériel de bureau et informatique	2 à 5
Mobilier	5 à 10

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

### **Contrats de location – le Groupe comme preneur**

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, escomptés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

### **Autres actifs**

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des dépréciations et des amortissements économiquement nécessaires.

### **Comptes de négociation et de règlement**

Ce poste recouvre les comptes de négociation et de règlement qui enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte propre ou pour compte de tiers, dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Lorsque la date de transfert de propriété est postérieure à la date d'arrêté, les titres sont, dans l'intervalle, inscrits au hors bilan.

Les comptes de négociation et de règlement englobent également les opérations sur titres (coupons, souscription ...) échues et non encore dénouées (cas de certaines places étrangères).

### **Provisions**

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera

nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

### **Indemnités de départ à la retraite**

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière pour les salariés sont évalués en application de IAS 19 R. Le calcul des engagements est fondé sur la méthode actuarielle. Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date de départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré dans les passifs non courants du bilan dans le poste des provisions.

### **Produits différés**

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

### **Actifs et passifs éventuels**

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

### **Reconnaissance des revenus nets**

Le Produit Net Bancaire est principalement composé des revenus d'exploitation, des frais de compensation, des revenus de trésorerie et des revenus connexes.

Le Groupe enregistre en résultat les produits lorsque la société a rempli ou à mesure qu'elle remplit son obligation de prestation de service auprès du client. Les revenus rémunérant des services continus sont ainsi enregistrés en résultat selon le degré d'avancement de la prestation rendue alors que les revenus rémunérant des services rendus à un moment précis sont enregistrés en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les revenus d'exploitation bancaire regroupés sous la rubrique "Commissions - Produits" sont essentiellement constitués par :

- les commissions et courtages,
- les revenus du SRD et du ROR,
- les droits de garde,
- les autres services offerts à la clientèle.

Les revenus connexes aux services d'investissement, correspondant aux activités suivantes qui se situent dans le prolongement des activités de Bourse Direct sont regroupés sous la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire » :

- les rémunérations de comptes clients,
- les produits d'activités annexes,
- les autres produits financiers.

Les revenus de trésorerie sont reconnus sur la base du taux d'intérêt applicable à la date d'arrêté, compte tenu du fait que les placements sont maintenus jusqu'à leur échéance.

Le chiffre d'affaires est la somme des produits de commissions, des revenus connexes, des revenus de trésorerie ainsi que des gains sur opérations de portefeuille de négociation liés à l'activité clients.

Les frais de compensation, tenue de comptes et de négociation versés à l'intermédiaire qui exécute les ordres de clients sur le marché, ainsi que la rémunération des différents intermédiaires figurent en charges d'exploitation bancaire sous la rubrique "Commissions - Charges".

### **Impôt sur les bénéfices**

Cette rubrique comprend l'impôt exigible ainsi que l'impôt différé sur les bénéfices. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés est enregistré dans les capitaux propres consolidés.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres. Des impôts différés sont calculés et comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

### **Résultat net par action**

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite des titres d'autocontrôle. Le résultat dilué par action correspond à la division entre, au numérateur, le résultat net de la société avant dilution corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des titres d'autocontrôle.

Aucun élément dilutif n'existe au 31 décembre 2022. Cf 17.3 et 17.4.

### **Nouvelles normes et interprétations**

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2022.

*Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne*

<b>Norme</b>	<b>Nom</b>	<b>Entrée en vigueur</b>
IAS 8 (modifications)	- Définition d'une estimation comptable	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IAS 12 (modifications)	- Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	1 <sup>er</sup> janvier 2023

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	1 <sup>er</sup> janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs non courants avec des clauses restrictives	1 <sup>er</sup> janvier 2024
Amendements à IFRS 16	- Obligation locative découlant d'une cession-bail	1 <sup>er</sup> janvier 2024

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

### Surveillance prudentielle

La société Bourse Direct ainsi que sa participation, Exoé, sont chacune supervisées sur base individuelle par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Les deux sociétés appliquent depuis juillet 2021 le référentiel IFR (règlement (UE) 2019/2033 du 27/11/2019) applicable aux entreprises d'investissement, respectivement en tant que EI de classe 2 et de classe 3.

Les exigences de fonds propres prudentiels retenues sont le critère le plus significatif entre le capital minimum, les frais fixes et les facteurs k (données de gestion basées sur une moyenne journalière des flux). Ces dernières doivent être couvertes au minimum à 100 % par les fonds propres prudentiels. Les facteurs k concernés sont CMH (fonds clients détenus), ASA (conservation), COH (ordres clients traités) et TCD (défaut de la contrepartie).

Aucun écart n'est à constater entre le périmètre prudentiel et celui comptable (individuel).

Au 31/12/2022, leurs fonds propres prudentiels individuels couvrent les exigences de fonds propres et respectent donc les obligations réglementaires à ce titre.

## 2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

En 2022, le CAC40 a connu sa plus mauvaise performance depuis 2018, enregistrant une baisse de 9,5%. Dans ce contexte marqué par la guerre aux portes de l'Europe, la montée progressive de l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat, les volumes de capitaux traités sur le marché boursier ont enregistré une baisse par rapport à 2021. Bourse Direct a également connu une baisse du volume d'ordres traités par ses clients.

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

### 3. INFORMATION SECTORIELLE

La structure d'organisation interne et de gestion de Bourse Direct, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale, du Directoire et du Conseil de Surveillance, sont fondés sur une approche métier.

Les deux segments d'activité retenus sont la bourse en ligne à destination d'une clientèle retail et l'intermédiation financière à destination de professionnels institutionnels qui est exercée par une filiale dédiée.

Au regard de la structure du groupe, l'information sectorielle est établie selon la contribution de chacune des sociétés au résultat consolidé du Groupe.

Les activités du Groupe étant réalisées en France, l'approche géographique n'est pas à retenir pour le cas présent.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction générale.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

## Informations par secteur d'activité

2022

(En milliers d'euros)	Bourse en ligne	Intermédiation financière	Autre secteur	Total
Produit net bancaire	36 067	6 156	0	42 223
Résultat net	5 023	936	-87	5 872
Total des actifs	1 322 822	5 430	0	1 328 252
Total des passifs (hors capitaux propres)	1 258 327	1 554	0	1 259 881

2021

L'activité d'intermédiation financière a été identifiée comme un segment particulier en 2022 à la suite de l'acquisition de la filiale EXOE en décembre 2021. Au 31 décembre 2021, compte tenu de la date d'acquisition, le résultat depuis la date d'acquisition par Bourse Direct était non significatif au regard du résultat du groupe. A titre d'information, si l'acquisition était intervenue le 1er janvier 2021, le résultat net du segment Intermédiation financière du 01 janvier au 31 décembre 2021 aurait représenté 877 K€ et le PNB 5 779 K€.

## 4. ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE RESULTAT

Au 31 décembre 2022, ce poste est principalement composé du placement d'une partie de la trésorerie propre du groupe en bons à moyen terme négociables émis par un établissement appartenant à un grand groupe bancaire français.

(En milliers d'euros)	31.12.2022	31.12.2021
Actifs financiers à la JV par le résultat	5 004	5 108
<b>TOTAL</b>	<b>5 004</b>	<b>5 108</b>

## 5. COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT

Ce poste se décompose de la façon suivante :

	Actif		Passif	
(En milliers d'euros)	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Comptes de négociation et règlement	5 707	15 215	15 845	14 139
<b>TOTAL</b>	<b>5 707</b>	<b>15 215</b>	<b>15 845</b>	<b>14 139</b>

Les comptes de négociation et de règlement résultent des opérations sur titres menées par Bourse Direct dans le cadre de son activité de compensateur-négociateur et constituent principalement des comptes de suspens techniques vis-à-vis du marché.



## 6. AUTRES ACTIFS FINANCIERS ET DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

(En milliers d'euros)	Actif		Passif	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Autres actifs financiers (Actif) / Dettes représentées par un titre (Passif)	66 687	107 377	5 535	8 005
<b>TOTAL</b>	<b>66 687</b>	<b>107 377</b>	<b>5 535</b>	<b>8 005</b>

Les autres actifs financiers sont détenus dans le cadre de l'activité à règlement différé des clients de Bourse Direct. Au 31 décembre 2022, ce poste présente de façon décompensée les opérations selon qu'elles sont acheteuses ou vendeuses.

## 7. CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Les comptes de banque et de caisse s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	Créances		Dettes	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Caisse				
Banques centrales, CCP				
Effets publics et valeurs assimilées				
Comptes ordinaires à vue	234 645	317 187	32	5 584
<i>Dont trésorerie propre</i>	<i>25 739</i>	<i>17 807</i>		
Créances et dettes à terme	943 778	771 676	53 364	92 779
<i>Dont trésorerie propre</i>	<i>12 427</i>	<i>16 233</i>		
<b>TOTAL</b>	<b>1 178 423</b>	<b>1 088 863</b>	<b>53 396</b>	<b>98 363</b>

Ces actifs et passifs, étant des liquidités à court terme, sont comptabilisés au coût amorti.

Bourse Direct place les fonds déposés par sa clientèle principalement sur des comptes à terme, dans le cadre de ses obligations réglementaires sur le cantonnement des actifs de la clientèle des entreprises d'investissement.

La trésorerie du groupe, qui s'élève au 31 décembre 2022 à 43 166 k€ euros est présentée dans cette rubrique et en Actifs financiers en juste valeur par le résultat (cf note 4.).

Les dettes à terme d'un montant de 53 396 k€ euros sont liées au financement des positions différées (SRD et ROR) de la clientèle de la société.

Ces créances et dettes ont une échéance inférieure à un an.

## 8. OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31.12.2022	31.12.2021
<b>Actifs</b>		
Créances sur des sociétés liées	1 828	31 377
Créances clients	22 653	4 031
Dépréciation de créances douteuses	-301	-249
<b>TOTAL</b>	<b>24 180</b>	<b>35 159</b>
<b>Passif</b>		
Comptes courants vis-à-vis de sociétés liées	515	462
Clients de la société de bourse	35	70
Avoirs de la clientèle	1 153 664	1 124 980
<b>TOTAL</b>	<b>1 154 214</b>	<b>1 125 512</b>

Ces créances et ces dettes ont une échéance de moins d'un an exception faite de créances clients d'un montant total de 301 k€ euros au 31 décembre 2022.

Ces créances clients à plus d'un an sont considérées comme douteuses et font l'objet d'une dépréciation à 100 % pour la part non couverte par les garanties obtenues par la société lorsqu'une espérance de recouvrement existe ; dans le cas contraire, ces créances sont passées en perte (cf. note 25).

Au 31 décembre 2021, le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle était présenté sous la rubrique « Créances sur des sociétés liées » dans les autres actifs (cf. note 9). En décembre 2022, Bourse Direct a internalisé l'activité de ses clients sur produits dérivés en obtenant un agrément de compensateur sur produits dérivés. Le dépôt de garantie au titre de cette activité est désormais présenté en 'Débiteurs divers'.

## 9. AUTRES ACTIFS et COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Ils s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31.12.2022	31.12.2021
Immobilisations financières	475	364
Personnel	1	8
Etat et organismes sociaux	1 656	1 768
Débiteurs divers	6 913	40
Créances sur des sociétés liées	0	62 729
<b>Total autres actifs</b>	<b>9 045</b>	<b>64 909</b>
Charges constatées d'avance	1 883	1 458
Produits à recevoir	641	595
<b>Total comptes de régularisation</b>	<b>2 524</b>	<b>2 053</b>
<b>Total Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>11 569</b>	<b>66 962</b>

A l'exception des immobilisations financières, principalement composées de dépôts et cautionnements constitués dans le cadre des activités de la société, les autres actifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Au 31 décembre 2021, les créances sur des sociétés liées représentaient le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle. Bourse Direct a internalisé cette activité en 2022 en obtenant un agrément de compensateur sur les marchés dérivés.

## 10. AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

Les autres passifs et comptes de régularisation s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	31.12.2022	31.12.2021
Fournisseurs	4 512	2 396
Provision pour primes, congés payés et participation	1 621	2 886
Dettes sociales et fiscales	4 174	3 328
Dépôts de garantie clients	12 742	23 029
Créditeurs divers	363	115
<b>Autres passifs</b>	<b>23 412</b>	<b>31 754</b>
Charges à payer	499	1 288
Produits différés	39	8
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>538</b>	<b>1 296</b>
<b>TOTAL autres passifs et comptes de régularisation</b>	<b>23 950</b>	<b>33 050</b>

Les autres passifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Les sommes présentées sous la rubrique « dépôts de garantie clients » correspondent aux sommes données en garantie par les clients dans le cadre de leur activité à règlement différé et sur les marchés dérivés.

## 11. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES ASSOCIEES ET COENTREPRISES

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par Bourse Direct ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Au 31 décembre 2022, ce poste est composé de la société Easdaq N.V..

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
<b>Au 1er janvier 2022</b>	<b>631</b>	<b>0</b>	<b>631</b>
Résultat net de la période	-88		-88
Dividendes distribués			0
Acquisitions			-
Cessions			0
Autres éléments du résultat global	-8		-8
Autres variations de capitaux propres	-16		-16
Variations de périmètre			0
Ecart de conversion			0
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>519</b>	<b>0</b>	<b>519</b>

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
<b>Au 1er janvier 2021</b>	<b>558</b>	<b>0</b>	<b>558</b>
Résultat net de la période	-89		-89
Dividendes distribués			0
Acquisitions	169		169
Cessions			0
Changement de méthode de consolidation			0
Autres éléments du résultat global			0
Autres variations de capitaux propres			0
Variations de périmètre			0
Ecart de conversion	-7		-7
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>631</b>	<b>0</b>	<b>631</b>

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

En milliers d'euros	Easdaq N.V.	
	31/12/2022	31/12/2021
Lieu d'activité	Belgique	Belgique
Pourcentage de détention	8,34%	8,34%
Actif non courant	521	346
Actif courant	2 510	3 907
Passif non courant	671	238
Passif courant	730	1 237
Actif net	<b>1 630</b>	<b>2 778</b>
Quote-part du groupe dans :		
- dans l'actif net	136	232
- Ecart d'acquisition	383	384
Valeur comptable au 31 décembre	<b>519</b>	<b>616</b>
Chiffre d'affaires	6 599	6 011
Résultat net de l'exercice	-1 052	-1 071
Autres éléments du résultat global	-96	0
Résultat global de l'exercice	-1 148	-1 071
Quote-part du Groupe dans :		
- le résultat net	-88	-89
- les autres éléments du résultat global	-8	
-le résultat global	<b>-96</b>	<b>-89</b>
Dividendes versés au Groupe	-	-

## 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En K euros)	Valeur brute au 31.12.2021	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31.12.2022
Agencements, installations	459		-121	338
Matériel de bureau informatique	7 793	146	-62	7 877
Mobilier	87		-6	81
Immobilisations corporelles en cours	0	1 073		1 073
Autres immobilisations corporelles	51			51
<b>TOTAL</b>	<b>8 390</b>	<b>1 219</b>	<b>-189</b>	<b>9 420</b>

(En K euros)	Amortissements cumulés au 31.12.2021	Dotations	Reprises	Amortissements cumulés au 31.12.2022
Agencements, installations	360	29	-77	312
Matériel de bureau informatique	5 833	663	-68	6 428
Mobilier	53	8	-6	55
Autres immobilisations corporelles	36	12		48
<b>TOTAL</b>	<b>6 282</b>	<b>712</b>	<b>-151</b>	<b>6 843</b>

Valeurs Nettes Comptables (En K euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2022	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2021
Agencements, installations	26	99
Matériel de bureau informatique	1 449	1 960
Mobilier	26	34
Immobilisations corporelles en cours	1 073	0
Autres immobilisations corporelles	3	15
<b>TOTAL</b>	<b>2 577</b>	<b>2 108</b>

## 13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La variation des immobilisations incorporelles et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En K euros)	Valeur brute au 31.12.2021	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31.12.2022
Marques et brevets	17			17
Logiciels	956	74		1 030
Autres immobilisations incorporelles	21 453	2 048	-8	23 493
Immobilisations incorporelles en cours	2 103	1 865	-1 840	2 128
<b>TOTAL</b>	<b>24 529</b>	<b>3 987</b>	<b>-1 848</b>	<b>26 668</b>

(En K euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2021	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2022
Marques et brevets				-
Logiciels	876	29		905
Autres immobilisations incorporelles	17 979	1 278		19 257
<b>TOTAL</b>	<b>18 855</b>	<b>1 307</b>	<b>-</b>	<b>20 162</b>

Valeurs Nettes Comptables (En K euros)	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2022	Valeurs Nettes Comptables 31/12/2021
Marques et brevets	17	17
Logiciels	125	3 546
Autres immobilisations incorporelles	4 236	
Immobilisations en cours	2 128	2 103
<b>TOTAL</b>	<b>6 506</b>	<b>5 666</b>

#### 14. ECARTS D'ACQUISITION

Au 31 décembre 2022, les écarts d'acquisition sont répartis au sein de deux unités génératrices de trésorerie (UGT), à savoir Bourse Direct qui couvre l'activité de bourse en ligne et d'épargne en ligne dédiée à l'activité Retail et Exoé qui couvre l'activité de table de négociation destinée à des professionnels institutionnels.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des écarts d'acquisition des UGT en 2022 en milliers d'euros.

Nom de l'UGT	2022	2021
Bourse en ligne	14 865	14 865
Intermédiation financière	6 188	6 188
<b>Total</b>	<b>21 053</b>	<b>21 053</b>

La valeur recouvrable est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 3 à 5 ans, sur la base d'un budget entériné par la Société pour l'activité Bourse en ligne et sur la base d'un budget entériné lors de l'acquisition de la société pour l'activité Intermédiation financière, le flux de trésorerie normatif est actualisé semestriellement afin de déterminer la valeur de l'activité sous-jacente par rapport aux écarts d'acquisition constatés et déterminer ainsi une éventuelle valeur de dépréciation.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

Nom de l'UGT	2022		2021	
	Taux d'actualisation	Taux de croissance	Taux d'actualisation	Taux de croissance
Bourse en ligne	12,13 %	2 %	10,97 %	2 %
Intermédiation financière	11,80 %	2 %	-	-

Les taux d'actualisation retenus incluent une prime de risque de marché pour refléter le risque sur chacun des marchés ainsi qu'une prime de risque supplémentaire pour refléter le risque supplémentaire lié à la taille des unités génératrices de trésorerie.

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2022 et 2021.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Pour l'UGT 'Bourse en ligne', cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1 % et 5 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

## 15. Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

### Actifs liés au droit d'utilisation

Bâtiments en milliers d'€	31.12.2022	31.12.2021
Valeur comptable nette au 1er janvier	5 167	1 282
Acquisitions	149	4 846
Amortissements	-892	-961
Valeur comptable nette au 31 décembre	4 424	5 167

### Obligations locatives

en milliers d'€	31.12.2022	31.12.2021
Dettes locatives	4 440	5 169
Total des obligations locatives au bilan	4 440	5 169

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.2022	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.2022
			Autres variations	Ecarts de conversion	
Obligations locatives	5 169	-879	150	0	4 440
Total	5 169	-879	150	0	4 440

en milliers d'€	01.01.2021	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.2021
			Autres variations	Ecarts de conversion	
Obligations locatives	1 287	-964	4 846	0	5 169
Total	1 287	-964	4 846	0	5 169

#### Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à 122 k€ pour l'exercice 2022 (contre 119 k€ en 2021).
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives s'élève à 35 k€ en 2022 (contre 4 k€ en 2021).
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à 1 252 k€ en 2022 (contre 1 087 k€ en 2021)

## 16. PROVISIONS

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	Provisions liées au personnel	Provisions liées aux litiges clients et autres	Provisions pour litige fiscal	Autres provisions	Provision pour indemnité de départ à la retraite	TOTAL
<b>Montant au 01.01.2021</b>	0	0	500	147	1772	2419
Variation du périmètre					134	134
Dotations de l'exercice					527	527
Reprises de l'exercice - Utilisées				147	132	279
Reprises de l'exercice - Non utilisées						
<b>Montant au 31.12.2021</b>	0	0	500	0	2301	2801
Variation du périmètre						
Dotations de l'exercice					67	67
Reprises de l'exercice - Utilisées					102	102
Reprises de l'exercice - Non utilisées					269	269
<b>Montant au 31.12.2022</b>	0	0	500	0	1997	2497

#### Provisions pour indemnités de départ à la retraite.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Autres avantages à long terme	0	0
Provision pour des régimes à prestations définies	1 997	2 301
<b>Total des provisions pour pensions et retraites</b>	<b>1 997</b>	<b>2 301</b>

Les charges liées aux régimes à prestations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ».

#### Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Valeur actualisée des obligations	1 997	2 301
Juste valeur des actifs des régimes	0	0
<b>Engagements nets des régimes à prestations définies</b>	<b>1 997</b>	<b>2 301</b>



### Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2022	2021
<b>Valeur actualisée des obligations au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 301</b>	<b>1 772</b>
Coût financier	22	7
Coût des services rendus	146	109
Prestations payées	-102	-132
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	61	102
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	0	497
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-394	-190
Reclassements	-37	136
Ecart de conversion	0	0
<b>Valeur actualisée des obligations au 31 décembre</b>	<b>1 997</b>	<b>2 301</b>

### Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	394	190
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-61	-102
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	0	0
<b>Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>333</b>	<b>88</b>

### Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2022	2021
Coût des services rendus	146	106
Charge d'intérêt net	22	7
<b>Coût /(produit) des régimes à prestations définies</b>	<b>168</b>	<b>113</b>

## 17. CAPITAUX PROPRES ET PLANS DONT LE PAIEMENT EST FONDE SUR DES ACTIONS

### 17.1 Variation des capitaux propres

#### Composition du capital

A la clôture de l'exercice, le capital social est composé de 53 999 379 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune contre 55 506 388 actions au 31 décembre 2021.

#### Actionnaires importants

- E-Viel : 79,35 %
- SwissLife Assurance et Patrimoine : 7,69 %
- Amiral Gestion : 5,68 %
- Tocqueville Finance : 0,37 %
- Public : 6,10 %
- Actions propres : 0,81 %

#### *Affectation du résultat 2021*

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 12 mai 2022, le résultat 2021 a été affecté de la manière suivante :

Distribution de dividende	3 885 447,16
Report à nouveau	3 436 161,14
	-----
	7 321 608,30

Soit un dividende de 0,07 euro par action.

## 17.2 Plan d'options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2022, il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

## 17.3 Plan d'attribution d'actions gratuites

Au 31 décembre 2022, il n'existe aucun plan d'attribution d'actions gratuites.

## 17.4 Actions propres

Au 31 décembre 2022, Bourse Direct détient 434 800 actions propres représentant 0,81 % du capital, affectées à l'objectif d'annulation ; aucune dépréciation n'est à constater.

Les variations enregistrées en 2022 sont les suivantes :

En Euros	Situation au 31/12/2021			Augmentations : Rachats			Diminutions: cessions / annulations			Situation au 31/12/2022		
	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur
Actions rachetées avec objectif d'annulation	2,19	1 697 300	3 717 358	3,13	244 509	764 685	2,10	1 507 009	3 168 193	3,02	434 800	1 313 850
Immobilisations financières	2,19	1 697 300	3 717 358	3,13	244 509	764 685	2,10	1 507 009	3 168 193	3,02	434 800	1 313 850

## 17.5 Réserves consolidées

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve pour actions propres	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
<b>Réserves consolidées au 1er Janvier 2022</b>	<b>29 913</b>	<b>0</b>	<b>3 717</b>	<b>0</b>	<b>-1 064</b>	<b>1 399</b>	<b>33 964</b>
Résultat net de l'exercice	5 685						5 685
Réévaluation des régimes à prestations définies					332		332
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture							0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente							0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises							0
<b>Résultat global de la période</b>	<b>5 685</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>332</b>	<b>0</b>	<b>6 017</b>
Affectation à la réserve générale							0
Affectation à la réserve pour actions propres	2 403		-2 403				0
Exercice d'options de souscription d'actions							0
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions							0
Dividendes versés	-3 885						-3 885
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	-7						-7
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2022</b>	<b>34 109</b>	<b>0</b>	<b>1 314</b>	<b>0</b>	<b>-732</b>	<b>1 399</b>	<b>36 089</b>

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve pour actions propres	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
<b>Réserves consolidées au 1er Janvier 2021</b>	<b>25 824</b>	<b>0</b>	<b>3 222</b>	<b>0</b>	<b>-757</b>	<b>1 399</b>	<b>29 687</b>
Résultat net de l'exercice	7 164						7 164
Réévaluation des régimes à prestations définies					-307		-307
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture							0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente							0
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises							0
<b>Résultat global de la période</b>	<b>7 164</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-307</b>	<b>0</b>	<b>6 857</b>
Affectation à la réserve générale							0
Affectation à la réserve pour actions propres	-495		495				0
Exercice d'options de souscription d'actions							0
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions							0
Dividendes versés	-2 688						-2 688
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	108						108
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2021</b>	<b>29 913</b>	<b>0</b>	<b>3 717</b>	<b>0</b>	<b>-1 064</b>	<b>1 399</b>	<b>33 964</b>

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe. Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

#### Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2022 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					0		0
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies				332	332		332
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>332</b>	<b>332</b>	<b>0</b>	<b>332</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
-constatés dans la réserve de couverture					0		0
-transférés au compte de résultat					0		0
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente							
-constatés dans la réserve de réévaluation					0		0
-transférés au compte de résultat					0		0
Ecarts de conversion	-8				-8		-8
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat					0		0
Ecarts de réévaluation					0		0
Autres éléments du résultat global des sociétés associées					0		0
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>332</b>	<b>324</b>	<b>0</b>	<b>324</b>

2021 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					0		0
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies				-307	-307		-307
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-307</b>	<b>-307</b>	<b>0</b>	<b>-307</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
-constatés dans la réserve de couverture					0		0
-transférés au compte de résultat					0		0
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente							
-constatés dans la réserve de réévaluation					0		0
-transférés au compte de résultat					0		0
Ecarts de conversion	-7				-7		-7
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat					0		0
Ecarts de réévaluation					0		0
Autres éléments du résultat global des sociétés associées					0		0
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>	<b>-7</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-307</b>	<b>-314</b>	<b>0</b>	<b>-314</b>

## 18. PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire s'établit à 42 223 k€ euros en 2022, à comparer à 39 853 k€ en 2021, soit une hausse de 6,0 %. Les principales composantes du produit net bancaire sont les suivantes :

- des produits de commission qui s'établissent à 39 578 k euros en 2022, contre 40 458 k euros en 2021 ;
- des frais d'exécutions des transactions pour un montant de 5 804 k€ euros en 2022, contre 6 499 k€ euros en 2021 ;

Les autres revenus proviennent essentiellement de produits de trésorerie et de tenue de comptes. Les autres produits d'exploitation sont, quant à eux, présentés en note 19.

## 19. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les autres produits d'exploitation bancaire se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	2022	2021
Produits réalisés avec les sociétés liées	110	141
Autres produits	2 582	2 293
<b>TOTAL</b>	<b>2 692</b>	<b>2 434</b>

Les autres produits sont principalement constitués de prestations informatiques et de ventes d'espace publicitaire.

## 20. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

(En euros)	2022	2021
Rémunération du personnel	9 753	7 136
Charges sociales	4 100	3 365
Impôts et taxes	1 467	1 395
Autres services techniques	9 999	10 354
Honoraires et frais annexes	1 760	1 427
Publicité, publications et relations publiques	1 255	953
Participation des salariés	350	827
Frais postaux et de télécommunication	390	343
Autres charges d'exploitation	2 362	1 441
<b>TOTAL</b>	<b>31 436</b>	<b>27 241</b>

Les principales charges générales d'exploitation de la société sont constituées de frais de personnel, pour un montant de 13 853 k€ en 2022, contre 10 501 k€ en 2021 (hors participation). Les charges sociales incluent un montant de 967 k€ au titre des charges de retraite.

## 21. COUT DU RISQUE

Ce poste d'un montant de -51 k€ en 2022, contre de -32 k€ en 2021 est principalement constitué de dotations et de reprises de dépréciation de créances de clients.

## 22. IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

en milliers d'euros	2022	2021
Charge d'impôts courants	1 892	2 733
Charges / (Produits) d'impôts différés	-7	4
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	<b>1 885</b>	<b>2 737</b>

Pour rappel, la société avait également constaté au 31 décembre 2020 une dotation pour risque sur litige fiscal d'un montant de 500 000 € à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification au titre de l'intégralité du CIR sur les 4 années contrôlées (exercices 2014 à 2017) d'un montant total de 1,6 million d'euros. La société conteste la position de l'administration fiscale sur la majorité des dossiers concernés et est actuellement dans un processus de réclamation contentieuse.

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de Bourse Direct peut s'analyser comme suit :

	2022		2021	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		7 757		9 901
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises		88		89
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises		7 845		9 990
<b>Taux d'imposition normatif</b>	<b>25,36%</b>	<b>1 989</b>	<b>27,12%</b>	<b>2 709</b>
<b>Effet fiscal des éléments suivants :</b>				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	0,00%		0,00%	
Déficits de l'exercice non valorisés	0,00%		0,00%	
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	0,00%		0,00%	
Effet fiscal des produits non imposables	-0,48%	-38	-0,54%	-54
Effet fiscal des charges non déductibles	0,19%	15	0,06%	6
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	0,00%		0,00%	
Variation du taux d'impôt	0,00%		0,00%	
Impôts concernant les exercices antérieurs	0,00%		0,00%	
Divers	-1,03%	-81	0,72%	72
<b>Taux d'imposition effectif du Groupe</b>	<b>24,03%</b>	<b>1 885</b>	<b>27,36%</b>	<b>2 733</b>

Conformément aux dispositions fiscales françaises, le taux normal de l'impôt sur les sociétés était de 25,0 % en 2022 (contre 26,0 % en 2021) auquel s'ajoute la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3%, soit un taux de 25,36 % en 2022 (contre 27,12 % en 2021).

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur pour chacune des filiales.

Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	271	354
Autres	-	-
<b>Total charges / (produits) d'impôts différés</b>	<b>271</b>	<b>354</b>

## 23. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de Bourse Direct sont détaillés ci-après :

Résultat de base	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	5 689	7 164
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	54 371 945	55 689 285
Nombre moyen d'actions autodétenues	690 891	1 840 375
<b>Résultat de base par action (en euro)</b>	<b>0,11</b>	<b>0,13</b>

Résultat dilué	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	5 689	7 164
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	54 371 945	55 689 285
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions	0	0
Nombre moyen d'actions autodétenues	690 891	1 840 375
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	53 681 055	53 848 910
<b>Résultat dilué par action (en euro)</b>	<b>0,11</b>	<b>0,13</b>

## 24. AUTRES INFORMATIONS

### 24.1 Engagements hors-bilan

(En milliers d'euros)	31.12.2022	31.12.2021
<b>Engagements donnés</b>		
Titres en conservation		
Titres à livrer	68 151	107 990
Garantie à 1ère demande donnée		
Autres engagements donnés		
<b>TOTAL</b>	<b>68 151</b>	<b>107 990</b>
<b>Engagements reçus</b>		
Titres à recevoir	59 070	100 842
Découvert autorisé des banques		-
Caution reçue sur découvert autorisé		
Caution reçue sur garantie à 1ère demande		
Autres garanties reçues		
Autres garanties reçues de la clientèle	88 018	75 390
Autres engagements reçus		
<b>TOTAL</b>	<b>147 088</b>	<b>176 232</b>

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achats et de ventes de titres pour le compte des clients de la société.

Les titres détenus en conservation pour le compte des clients représentent 5 412,0 millions d'euros au 31 décembre 2022 et 5 662,0 millions d'euros au 31 décembre 2021.

L'acquisition de la société Exoé a fait l'objet d'une garantie de passif et d'autres engagements.

## **24.2 Opérations avec des parties liées**

### Nature des fonctions des employés clés

Sont considérés comme employés clés, les membres du Directoire de Bourse Direct.

### Rémunération des employés clés

Le Président du Directoire – Directeur général perçoit une rémunération fixe au titre du mandat ainsi qu'une rémunération variable en fonction des résultats de la société. En 2022 il a perçu un montant total de 324 510 €.

Le Directeur général adjoint perçoit une rémunération au titre de son contrat de travail incluant une part variable. En 2022 il a perçu un montant total de 286 892 €.

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé à ces employés clés.

### Transactions avec les parties liées

Un contrat de sous-location est conclu avec son actionnaire ultime, Viel et Compagnie-Finance. Les charges de loyers et de charges locatives sur l'exercice 2022 facturées par la Société Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à 1 263 770,60 euros.

Une convention de trésorerie existe entre Bourse Direct et la société VIEL & Cie. Au 31 décembre 2022, l'avance en compte courant de notre Société est nulle au 31.12.2022.

## **24.3 Effectif**

	<b>2022</b>	<b>2021</b>
Effectif à la clôture	139	138
· <i>Cadre</i>	105	97
· <i>Non cadre</i>	34	41
Effectif moyen	143,8	132
· <i>Cadre</i>	100,7	92
· <i>Non cadre</i>	43,1	40

## **24.4 Instruments financiers**

### **Risque de crédit**

#### Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:



En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 004	5 108
Autres actifs financiers	66 687	107 377
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 178 423	1 088 863
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	24 180	35 159
<b>TOTAL</b>	<b>1 274 294</b>	<b>1 236 507</b>

#### Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022		2021	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non arriérées	1 547	0	4 031	0
Moins de 30 jours d'arriéré				
Entre 31 et 60 jours d'arriéré	10	-10		
Entre 61 et 90 jours d'arriéré				
Entre 91 et 180 jours d'arriéré	8	-8	1	-1
Plus de 180 jours d'arriéré	283	-283	248	-248
<b>TOTAL</b>	<b>1 848</b>	<b>-301</b>	<b>4 280</b>	<b>-249</b>

A la suite de l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit.

Le mouvement de la dépréciation pour pertes de valeur attendues sur les créances clients et comptes rattachés au cours de la période se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Dépréciation au 1er janvier	-249	-193
Variations de périmètre		-24
Dotations de l'exercice	-65	-32
Reprise utilisée		
Dissolution	13	
Ecart de conversion		
<b>Dépréciation au 31 décembre</b>	<b>-301</b>	<b>-249</b>

## Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2022:

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme						0
Location financement - Paiement minimum futur	209	209	419	3 228	358	4 424
Emprunts obligataires						0
Passifs au coût amorti	1 207 610					1 207 610
Dettes financières à court terme						0
Autres passifs financiers	23 950					23 950
	<b>1 231 769</b>	<b>209</b>	<b>419</b>	<b>3 228</b>	<b>358</b>	<b>1 235 984</b>

31 décembre 2021:

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme						0
Location financement - Paiement minimum futur	323	242	81			646
Emprunts obligataires						0
Passifs au coût amorti	1 223 875					1 223 875
Dettes financières à court terme						0
Autres passifs financiers	33 042					33 042
	<b>1 257 240</b>	<b>242</b>	<b>81</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 257 563</b>

## Risque de change

### Analyse de sensibilité

Bourse Direct est très peu exposée au risque de change en raison de son très faible positionnement hors France et de la nature de la clientèle du groupe.

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

31 décembre 2022:

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b>						
USD						0
GBP						0
EUR	-270	689		105		524
CHF						0
Autres						0
	-270	689	0	105	0	

31 décembre 2021:

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b>						
USD						0
GBP						0
EUR	-355	237		623		505
CHF						0
Autres						0
	-355	237	0	623	0	

## Risque de taux d'intérêts

### Profil

Bourse Direct est très peu exposée au risque de taux d'intérêt global.

La Société n'accorde aucun crédit à sa clientèle exception faite pour les opérations de règlement différé des titres acquis par ses clients. Le financement du prêt / emprunt de titres s'effectue sur la base des taux d'intérêt. Le différentiel de taux actuel ne fait pas courir de risques de taux à Bourse Direct. La variation des taux d'intérêt influe sur le niveau de PNB de la Société dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
<b>Actifs financiers</b>	17 090	13 760
<b>Passifs financiers</b>	4 439	323
<b>Instruments à taux fixe (net)</b>	<b>12 651</b>	<b>13 437</b>
<b>Actifs financiers</b>	<b>1 152 672</b>	<b>1 065 656</b>
<b>Passifs financiers</b>		
<b>Instruments à taux variable (net)</b>	<b>1 152 672</b>	<b>1 065 656</b>
<b>Dont dettes financières à taux variable</b>	<b>1 165 323</b>	<b>1 079 093</b>

### Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

#### 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 763	-

#### 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 328	-

### **Juste valeur**

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

#### 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 004		5 000	4	5 004
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 178 423				0
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	24 180				0
Comptes de régularisation et actifs divers	11 569				0
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 219 176</b>	<b>0</b>	<b>5 000</b>	<b>4</b>	<b>5 004</b>
Dettes locatives	4 440				0
Dettes envers les établissements de crédit	53 396				0
Dettes envers la clientèle	1 154 214				0
Comptes de régularisation et passifs divers	23 954				0
<b>Total passifs financiers</b>	<b>1 236 004</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	5 108		5 000	108	5 108
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 088 863				0
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	35 159				0
Comptes de régularisation et actifs divers	66 962				0
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 196 092</b>	<b>0</b>	<b>5 000</b>	<b>108</b>	<b>5 108</b>
Dettes locatives	323				0
Dettes envers les établissements de crédit	98 363				0
Dettes envers la clientèle	1 125 512				0
Comptes de régularisation et passifs divers	33 042				0
<b>Total passifs financiers</b>	<b>1 257 240</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 24.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés en 2022 et 2021 par la société à ses commissaires aux comptes sont les suivants :

	Ernst & Young Audit				Fidorg Audit			
	Montant	(€ HT)	%		Montant	(€ HT)	%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels & Conso	105 200	95 250	55%	55%	87 100	78 000	45%	45%
Emetteur	105 200	95 250	55%	55%	87 100	78 000	45%	45%
Filiales intégrées globalement								
Autres services	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
<i>Sous-total</i>	<b>105 200</b>	<b>95 250</b>	<b>55%</b>	<b>55%</b>	<b>87 100</b>	<b>78 000</b>	<b>45%</b>	<b>45%</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux</b>								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Sous-total</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>105 200</b>	<b>95 250</b>	<b>55%</b>	<b>55%</b>	<b>87 100</b>	<b>78 000</b>	<b>45%</b>	<b>45%</b>

## 25. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IP
<b>BOURSE DIRECT</b>		Société consolidante	100,0%	EUR	Société consolidante
France	Exoé, Paris	80,00%	80,00%	EUR	553 IG
Pays-Bas	EASDAQ N.V.	8,34%	8,34%	EUR	154 939 MEE

La participation dans la société Nefili, cédée en 2022, n'a pas été consolidée dans le groupe Bourse Direct en raison de sa contribution non significative dans le Groupe sachant que sa valeur comptable représente moins 10 % des capitaux propres consolidés du groupe et que son résultat net contribue pour moins 10 % au résultat net consolidé du groupe.

## **26. CONSOLIDATION DE BOURSE DIRECT**

Au 31 décembre 2022, Bourse Direct établit des comptes consolidés à la suite de l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Exoé. Via sa société mère E-Viel, le groupe Bourse Direct est par ailleurs intégré dans la consolidation des comptes de VIEL & Cie, dont le siège social est situé au 9, Place Vendôme - 75001 Paris, et dont la maison mère est Viel et Compagnie-Finance ; 23 Place Vendôme - 75001 PARIS.

## **27. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLÔTURE**

Au jour de l'arrêté des comptes, Bourse Direct n'a connu aucun événement significatif depuis la clôture de l'exercice 2022 et n'est pas affecté négativement par le conflit en Ukraine.